Atelier thématique du jeudi 18 mars 2010

« Libérer le potentiel de création d'emplois en favorisant la mobilité et en améliorant l'efficacité de la formation tout au long de la vie »

Cadrage général

1. Le point de départ : le bilan de mise en œuvre des propositions du premier rapport de la Commission pour la libération de la croissance française

Les préconisations du premier rapport visaient à réduire le taux de chômage structurel et accroître l'emploi grâce au développement de la flexisécurité, à la réduction du coïncidence sociale et fiscale pour les travailleurs à bas salaires et à la modernisation du dialogue social. Les réformes adoptées au cours des dernières années ont permis de mettre en œuvre, totalement ou partiellement, un nombre important de ces préconisations.

Le premier rapport de la Commission pour la libération de la croissance française préconisait de nombreuses réformes du marché du travail, visant à construire une société de plein-emploi.

La stratégie proposée s'articulait autour des axes suivants :

- Organiser la sécurisation des parcours professionnels, notamment par la mise en place d'un « contrat d'évolution » :
 - réformer la formation professionnelle (fonds régionaux de sécurisation des parcours professionnels, réorientation des fonds vers les travailleurs ayant une faible formation initiale, DIF attaché à la personne...)
 - mieux accompagner la recherche d'emploi (contrat d'évolution pour certains demandeurs d'emploi...)
 - faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail (développement de l'alternance, des formations professionnalisantes et des stages intégrés aux cursus universitaires, accès au contrat d'évolution, développement des écoles de la deuxième chance...)
 - aménager des indemnités chômage généreuses, mais plafonnées

- Lever les freins à la fluidité du marché du travail, à la mobilité et à l'activité :
 - une fois réalisée la sécurisation des parcours professionnels, modifier le droit de la rupture du contrat de travail (simplifier les différentes phases de concertation et élargir les critères de légitimité d'un licenciement économique, en laissant une juste place à la négociation et au débat contradictoire et en mettant en place un système de bonus/malus ; faciliter la rupture d'un commun accord)
 - permettre à chacun de retarder, s'il le désire, son départ à la retraite
 - élargir et faciliter la venue de travailleurs étrangers

- permettre aux entreprises de déroger, sous certaines conditions, à la durée légale du travail, et autoriser plus largement le travail le dimanche
 - réformer les professions réglementées
 - organiser la mobilité au sein des trois fonctions publiques, et multiplier les passerelles afin des permettre des passages professionnels constants entre secteur public et secteur privé
- Réduire le coin social et fiscal, notamment pour les travailleurs à bas salaires :
- accentuer les allègements de charges, en mettant en place une exonération totale des cotisations sociales employeur au niveau du SMIC pour toutes les entreprises (financement par la hausse de la TVA et de la CSG)
 - veiller à ce que chaque heure travaillée procure un bénéfice effectif par rapport à une situation d'inactivité
- Moderniser le dialogue social
- revoir la représentativité des organisations syndicales et patronales afin de donner à la négociation collective une nouvelle légitimité
 - organiser le principe majoritaire pour la validation des accords
 - faire de la négociation collective le moyen privilégié de la transformation du droit du travail et de la maîtrise des évolutions socio-économiques des entreprises
 - expérimenter un espace de négociation légitime et efficace dans les PME (développer le mandatement, expérimenter une représentation unique dans les entreprises de moins de 250 salariés).

Les réformes adoptées au cours des trois dernières années ont permis de mettre en œuvre un certain nombre de ces préconisations, qui concernent l'ensemble de ces quatre axes (quelques exemples sont cités en annexe). Les évolutions ont été plus modestes dans quelques domaines (réforme des professions réglementées ...).

2. Quelle stratégie pour l'avenir ?

Il revient à la Commission pour la libération de la croissance française de réévaluer sa stratégie au regard de l'évolution de la situation au cours des deux dernières années.

En ce qui concerne, l'emploi, les préconisations du premier rapport restent-elles adaptées aujourd'hui ? Doivent-elles être modifiées sur certains points, au regard notamment :

- des premiers éléments de bilan des réformes adoptées :
- quel est le bilan de mise en œuvre des propositions du rapport ?
 - notamment, comment apprécier le dispositif du contrat de transition professionnel, présenté comme la mise en œuvre du « contrat d'évolution » proposé par le rapport ? est-il à la hauteur des ambitions poursuivies par la Commission ?
 - observe-t-on les premiers effets des réformes adoptées ?

- lorsque ces réformes n'ont repris que partiellement les préconisations du premier rapport, quelle en est la cause ? est-il préférable de prolonger rapidement les réformes menées pour appliquer l'ensemble des préconisations du premier rapport ? d'en rester aux mesures prises ? de laisser le temps pour que les acteurs s'approprient les mesures déjà prises, que celles-ci produisent leurs effets, que l'on puisse disposer d'évaluations plus poussées ?
- des nouveaux enjeux liés à la crise économique :
- hausse du chômage, risque d'hystérèse, déclassement...
 - accélération des réallocations sectorielles d'emplois ;
 - risque de dualisation accrue du marché du travail : sensibilité de l'emploi des jeunes et des travailleurs intérimaires...

Ces nouveaux développements conduisent-ils à redéfinir le contenu, les priorités, la temporalité et le séquençage des réformes à adopter :

- faut-il réorienter temporairement les dispositifs d'accompagnement vers certains demandeurs d'emploi ? privilégier certains dispositifs (formation) ? faut-il intensifier l'effort global ?
 - faut-il attendre une conjoncture économique plus favorable pour prolonger la réforme des modalités de rupture du contrat de travail ?
 - faut-il profiter des réallocations engendrées par la crise pour accélérer le développement de secteurs porteurs ?
 - comment articuler la réduction progressive de l'ampleur des mesures conjoncturelles prises face à la crise et la poursuite des réformes structurelles de moyen-long terme ?
 - faut-il (et dans quel sens) approfondir la proposition portée par la Commission sur le « contrat d'évolution » ?
- de la réévaluation des stratégies qui intègrent les leçons de la crise économique :

La crise économique incite-t-elle à réévaluer les critères d'appréciation des différentes stratégies d'accès au plein emploi : faut-il accorder plus d'importance aux effets des réformes sur la volatilité de l'emploi (résilience de l'économie soumise à des chocs macroéconomiques), par delà leur seul effet sur le niveau d'emploi et de chômage d'équilibre de moyen-long terme ?

Annexe :

Quelques exemples de réformes récentes du marché du travail qui mettent en œuvre des préconisations du premier rapport de la Commission pour la libération de la croissance française

➤ sur la sécurisation des parcours professionnels :

- loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (création d'un Fonds de sécurisation des parcours professionnels, portabilité du DIF, réforme des OPCA...)
- réduction de la durée minimale de cotisation ouvrant droit à indemnisation par l'assurance chômage dans la convention Unedic
- extension du CTP et de la CRP dans le contexte de crise économique
- réforme de l'orientation et de l'accompagnement pour les bénéficiaires du RSA

➤ sur la levée des freins à la fluidité du marché du travail, à la mobilité et à l'activité :

- restriction des possibilités de recours aux préretraites et augmentation de l'âge de mise à la retraite d'office
- réforme de la législation sur la durée du travail et le travail le dimanche
- modification des modalités de la rupture conventionnelle

➤ sur la réduction du coin social et fiscal pour les travailleurs à bas salaires

- accroissement des allègements au niveau du SMIC dans les entreprises de moins de 20 salariés
- RSA

➤ sur la modernisation du dialogue social

- loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale